

N° 5143⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

**portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du
12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action
national en faveur de l'emploi 1998**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(15.7.2003)

Par sa lettre du 21 mai 2003, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de loi sous rubrique.

Le projet de loi sous avis tend pour l'essentiel à proroger un certain nombre de mesures de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du Plan d'Action National en faveur de l'emploi 1998 (loi „PAN“); il s'agit notamment des dispositions concernant le congé parental et le congé pour raisons familiales et celles concernant l'organisation du temps de travail, qui viendront à échéance le 31 juillet 2003.

Par ailleurs, le projet de loi a pour objet de clarifier un certain nombre de dispositions de la loi PAN et d'introduire quelques règles légales nouvelles.

**A. La prorogation des dispositions concernant l'organisation
du temps de travail et le congé parental et le contexte général des discussions
menées au sein du Comité de Coordination Tripartite**

La Chambre de Commerce voudrait relever d'emblée que, pour les organisations professionnelles des employeurs, l'enjeu principal des discussions menées au courant de l'année 2003 dans le cadre du Comité de Coordination Tripartite, auxquelles les auteurs du projet de loi sous avis font référence, a été celui de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

En effet, à un moment où l'économie luxembourgeoise connaît une évolution préoccupante qu'elle n'a plus vécue depuis 30 années, et à l'aube de prévisions timides portant sur une reprise modérée de la croissance économique, il s'agit plus que jamais de mettre les entreprises en mesure d'évoluer dans un cadre légal propice au développement de leurs activités.

La Chambre de Commerce voudrait ainsi insister sur le fait que les discussions concernant l'organisation du temps de travail et le congé parental ne sont que deux éléments parmi d'autres dans le cadre de cette discussion fondamentale générale.

Toute réglementation concernant les deux sujets précités doit par conséquent se construire sur la toile de fond de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

1. L'organisation du temps de travail

Conformément aux conclusions tirées lors des discussions au sein de la Tripartite, il est proposé de reconduire à durée déterminée, jusqu'au 31 juillet 2007, les dispositions légales relatives à l'organisation du temps de travail.

La Chambre de Commerce accueille favorablement cette reconduction limitée dans le temps.

En effet, il est indéniable que les soi-disant mesures de flexibilisation introduites par la loi PAN, et aménagées par ses modifications subséquentes, n'ont pas porté leurs fruits.

L'actuel cadre légal, et notamment la réglementation des plans d'organisation de travail, de la notion d'imprévisibilité et de la période de référence légale, est inadapté pour fournir aux entreprises la flexibilité dont elles auraient besoin.

La Chambre de Commerce insiste donc lourdement à ce que la période d'observation préconisée, allant jusqu'au 31 décembre 2006, soit réellement mise à profit pour évaluer, en comparaison à ce qui existe dans différents Etats européens ou autres, l'efficacité de notre arsenal juridique au regard de la compétitivité des entreprises, d'une part, et de la situation sur le marché de l'emploi, d'autre part.

2. Le congé parental

Contrairement aux dispositions concernant l'organisation du temps de travail, celles ayant trait au congé parental sont prorogées à durée indéterminée.

La Chambre de Commerce se doit de relever qu'elle ne partage pas l'opinion que le congé parental aurait eu les effets escomptés initialement par d'aucuns au regard de la situation sur notre marché de l'emploi.

A côté de cette reconduction à titre indéterminé faisant l'objet du présent projet de loi, un projet de loi parallèle (No parlementaire 5161) a pour objet la modification quant au fond d'un certain nombre de règles relatives au congé parental.

Sans vouloir entrer dans le détail de ce projet de loi, qui fera l'objet, le moment venu, d'un avis spécifique de la Chambre de Commerce, notre Chambre voudrait dès à présent annoncer toute une série de revendications qui pourraient permettre aux entreprises, et notamment aux PME, de mieux vivre le régime luxembourgeois du congé parental:

- *le report du congé parental*: il s'agit de donner plus de possibilités de report du congé parental aux entreprises, notamment en raison de problèmes d'organisation du travail et de remplacement de salariés absents dans une entreprise;
- *le soutien financier aux entreprises en cas de remplacement externe*: devraient ainsi être soutenus les efforts des entreprises pour l'engagement et la formation de personnes étrangères à l'entreprise;
- *la flexibilisation de l'application des règles relatives au contrat à durée déterminée*: ces règles devraient pouvoir être appliquées de façon beaucoup plus nuancée, au regard de la situation particulière dans laquelle se trouvent les entreprises face aux multiples demandes de congé parental;
- *le maintien de l'employabilité du bénéficiaire du congé parental*, par le biais de mesures de formation accompagnées et du maintien du contact avec l'entreprise pendant le congé parental.

B. Les autres mesures proposées par le projet de loi sous avis

La Chambre de Commerce voudrait se limiter à énumérer les autres modifications ou ajouts proposés par le présent projet de loi.

Ces mesures, qui résultent de vues convergentes au sein du Comité de Coordination Tripartite, n'appellent pas de remarques particulières.

Il s'agit pour l'essentiel de:

- l'introduction dans la loi même des dispositions d'exécution concernant la mise en œuvre des règles relatives au soutien financier en cas d'embauche de personnes du sexe sous-représenté dans une profession ou dans un métier;
- l'extension de la possibilité de faire établir un bilan de compétences à tous les demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'Emploi;
- l'introduction légale de la notion de bilan d'insertion professionnelle, notamment pour de jeunes demandeurs d'emploi sans expérience professionnelle approfondie;
- la diversification de l'offre de formation aux chômeurs et du recours possible, dans ce cadre, à des institutions publiques ou privées;
- la suppression de l'interdiction légale générale de l'accès ou du maintien à l'emploi de personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse, ceci au regard des critiques de la Commission Européenne quant au faible taux d'emploi au Luxembourg des travailleurs âgés.

*

Sous réserve de la prise en considération des remarques générales qui précèdent, la Chambre de Commerce est en mesure, après consultation de ses ressortissants, de marquer son accord aux dispositions du projet de loi sous avis.